

Des symboles, des mesures et des questions : un message incomplet

Par *Bertrand Prévost*

Créé le 04/02/2012 01:00

Il y a quelques semaines, le président Nicolas Sarkozy, alors en déplacement en Guadeloupe, annonçait qu'il allait s'adresser directement aux Polynésiens. Chacun attendait devant son poste le soir de son interview menée par Laurent Delahousse et Claire Chazal, mais sur une audience nationale ne se prêtait guère à l'évocation de problématiques éloignées de 18 000 kilomètres de Paris.

C'est dans la soirée que les rédactions ont reçu le message officiel du président de la République. Un message uniquement dirigé vers les Polynésiens et vers une Polynésie où il "aimerait pouvoir venir (...) dans les mois qui viennent".

Après avoir rendu hommage aux combattants du fenua qui, de toutes les guerres, ont su répondre présents aux côtés de la France, le président, dans un courrier qui fleure bon la campagne électorale, sans pour autant dévoiler ouvertement ses intentions, a souhaité revenir sur deux thèmes à fortes résonances en Polynésie française. La révision de la loi Morin, que la veille encore le sénateur Richard Tuheiava formulait de ses vœux, et la possibilité de voir un jour la mémoire de Pouvanaa a Oopa réhabilitée. À la veille de la venue de Marie-Luce Penchard, des options économiques ont aussi été abordées.

Deux symboles forts

La question du nucléaire n'a pas uniquement pollué les lagons de Polynésie. Elle a aussi souvent mis des bâtons dans les roues des relations entre le Pays et l'État. Hier, le président s'est exprimé sur la loi d'indemnisation des victimes des essais nucléaires, dite loi Morin. Une loi que chacun des élus en Polynésie française a trouvée juste dans un premier temps, mais très loin d'être complète, excluant de nombreuses maladies de la liste des indemnisations, et surtout coupant en deux l'île de Tahiti de façon incompréhensible avec le fenua 'aihere, d'un côté, et Tahiti de l'autre. "Le nouveau décret est aujourd'hui prêt, a expliqué le président, et dès que les associations locales auront été consultées, ce décret sera publié." Le sénateur Richard Tuheiava s'en félicitait.

Autre point fort, l'ouverture des archives concernant Pouvanaa a Oopa. "J'autoriserai la consultation des documents contenus dans le fonds Foccart. Nous verrons bien, à la lumière de ces archives, si un procès en révision se justifie", expliquait hier Nicolas Sarkozy. Deux mesures toute en symbole.

Des mesures économiques

Hasard des calendriers, cet après-midi, s'est tenu la réunion du comité de suivi du plan de redressement au cours de laquelle les perspectives économiques ont été évoquées pour relancer la commande publique. Des prêts de 6 et 8 milliards ont été évoqués (voir par ailleurs). Dans son allocution, le président de la République a apporté une nouvelle pierre à la reconstruction de l'économie locale. Évoqué en exclusivité dans son interview dans *La Dépêche* le 14 juillet 2011,

Nicolas Sarkozy a confirmé la relance de chantiers pour booster l'investissement public. "L'État va tripler le nombre de chantiers de développement disponibles, pour les porter à 3 500 contrats", a détaillé le président de la République. "Cela signifie qu'autant de Polynésiennes et de Polynésiens pourront retrouver un travail, même temporairement."

En marge de l'ouverture de ces chantiers, Nicolas Sarkozy a confirmé ce qu'il se disait depuis plusieurs semaines dans l'entourage du Haut-commissariat. "J'ai demandé de réorienter une large part des crédits contractualisés de l'État vers les programmes communaux qui sont prêts à démarrer."

Enfin, sans rentrer dans les détails, il a relancé l'idée de "projet de développement économique, social de la Polynésie sur les 10 ou 15 prochaines années."

Des annonces malgré tout à prendre avec des pincettes.

Des questions en suspens

Le défaut aujourd'hui du président Nicolas Sarkozy, c'est bien de ne pas être candidat déclaré à l'élection du 21 avril et du 5 mai. Peu importe aujourd'hui le discours, il est brouillé dans l'ambiguïté qui est celle de sa situation. Annonce d'un président vers une population qu'il n'a pas pu rencontrer encore ? Possible. Promesse de campagne à trois mois du premier tour ? Certainement.

Le problème de ces messages à la population, c'est qu'ils sont incomplets. La réouverture du dossier de Pouvanaa a Oopa n'est pas négligeable, la modification de la loi Morin est très attendue, mais pas un mot sur les démarches d'Oscar Temaru auprès de l'ONU, ce qui pourrait un peu les relations de l'État à New York. Pas un mot non plus sur le texte de Richard Tuheiava voté au Sénat pour la rétrocession des atolls de Moruroa et Fangataufa. Et que dire de l'annonce de réaffectation de "crédits contractualisés" vers les communes qui ne sont, en fait, que les crédits non consommés du volet "logement social" du contrat de projet.

Tous les élus de tous bords confondus ne s'y sont pas trompés. "Un discours électoraliste qui arrive bien tard."

En ces temps de crise, peut-être vaut-il mieux tard que jamais.